

Concours : Premier concours

Epreuve : C.N.C.

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



« Ne serait-il pas plus simple, pour le gouvernement, de dissoudre le peuple et d'en élire un autre ? » interrogeait le dramaturge allemand Bertolt BRECHT dans son poème La Solution. Ce surprenant renversement du paradigme électoral n'est pas sans rappeler la crise que traversent actuellement nos démocraties, confrontées à un divorce entre peuples et élites politiques.

La démocratie est d'abord une fameuse juridico-politique qui organise le "gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple" selon la fameuse consécration du président américain Abraham LINCOLN (discours de Gettysburg). Or, l'actualité n'est pas sans jeter le doute sur les termes de cette définition de principe : le peuple exerce-t-il réellement le pouvoir ? Est-il le bénéficiaire de l'action politique ? Ainsi, la promesse démocratique a-t-elle trouvé son incarnation au-devant de nous - nous constatons son inachèvement ?

Plus encore, la démocratie, nous enseigne Alexis de TOCQUEVILLE dans sa célèbre De la démocratie en Amérique, est un type de société caractérisé par "l'égalisation des conditions". Autrement dit, la démocratie ne serait pas une simple organisation politique, mais une société anthropologiquement nouvelle où les hommes se reconnaissent comme

semblables. De ce fait, les inégalités doivent paraître de plus en plus insupportables aux hommes tandis que le mouvement de l'égalité ne cesse de progresser. Or, les statistiques régulièrement publiées par les économistes autant que les slogans des Gilets jaunes semblent démentir un tel mouvement.

Ainsi, la démocratie est un projet égalitaire d'organisation de l'homme par lui-même. Or, dans sa dimension politico-juridique et anthropologique, ce projet semble mis sous tension, peine d'accomplir ses formidables promesses qui peinent à se concrétiser. Il faut donc explorer cette crise traversée par le régime démocratique afin d'en saisir les causes, les logiques, les raisons. En définitive, la question qui se pose est celle de savoir si le projet démocratique a-t-il trahi ses promesses?

Aussi convient-il d'envisager l'émergence d'un projet démocratique universel. Aujourd'hui confronté à une crise profonde (I) avant d'en diagnostiquer les raisons afin de proposer des solutions visant l'appropriation du régime démocratique (II).

I / Un projet égalitaire confronté à une crise postéiforme.

Pour saisir l'étendue de la crise démocratique, il faut d'abord faire la généalogie des principes qui la guident (A) avant d'envisager les manifestations d'une crise qui renvoie au constat d'une inadéquation entre les promesses d'égalité et la réalité politique (B).

#1 - L'avènement d'une société politique fondée sur l'égalité

La référence indéniable du modèle démocratique est sans conteste Athènes aux V et IV siècles avant notre ère. L'ensemble des citoyens, considérés égaux devant la loi et devant la décision (c'est "l'isogoria") participaient à l'assemblée délibérante, l'Ecclesia, dans une forme de démocratie directe aujourd'hui célébrée comme un modèle à suivre pour résoudre la crise de la représentation. Afin de lutter contre la professionnalisation de la politique - aujourd'hui accusée d'être la source de bien des maux - les athéniens tiraient au sort régulièrement ceux d'entre eux qui devaient siéger dans une assemblée restreinte, la Boule, dont la mission était de gérer les affaires quotidiennes, étant entendu que chaque citoyen devait être appelé au moins une fois dans sa vie. Ainsi, politiciens et citoyens ne devaient former qu'un groupe unique, chacun ayant conscience des contraintes de l'autre. La référence quelque peu enchantée au passé grec doit cependant être nuancée : le corps des citoyens était réservé aux hommes nés de parents athéniens, excluant femmes et esclaves, tandis que la présence du peuple dans l'assemblée, sans médiation, a favorisé la prise de pouvoir des sophistes et autres habiles rhéteurs.

La conjugaison de la démocratie avec les principes du gouvernement représentatif (selon le titre de l'ouvrage de Bernard MANIN) s'est faite au XVIII^e siècle sous le plume de figures des Lumières et de la Révolution française (1789) : Montesquieu et Sieyès, auteurs de Qu'est ce que le Tiers-Etat? Ainsi que l'explique Bernard MANIN, ces derniers étaient partisans de la souveraineté nationale qui devait s'exprimer par la voie des représentants élus au suffrage universel. Les raisons d'une

telle option se trouvant non seulement dans l'impossibilité technique de faire vivre une démocratie seulement directe dans un pays de la taille de la France mais également par l'ambition de sélectionner les meilleurs des citoyens tandis que les autres devraient s'occuper de commerce et d'industrie. De cette vision de la souveraineté, qui a sans conteste triomphé, il faut souligner la traduction constitutionnelle avec la prohibition du mandat impératif. À l'inverse, Jean-Jacques ROUSSEAU défendait dans son Contrat social la nécessaire souveraineté populaire. Le penseur genevois estimait en effet que la participation politique est intrinsèquement une forme de trahison de la volonté du peuple qui doit être le seul souverain. Cette vision s'incarne aux articles 11 et 89 de la Constitution du 4 octobre 1958, qui organisent le recours au référendum.

L'avènement de la démocratie ne se limite pas à l'organisation de la souveraineté du peuple de façon directe ou par l'élection. Les ~~XIX~~ et ~~XX~~ siècles ont vu s'organiser, se développer, s'étendre le régime des libertés collectives et individuelles, aujourd'hui inscrites dans les textes fondamentaux qui organisent et régulent la vie juridique. Les libertés se sont d'abord développées au ~~XIX~~° siècle sur leur versant collectif: droit de grève (1884), liberté syndicale, droit d'association (1901), conquête du vote des femmes au lendemain de la Seconde guerre mondiale en sont les principaux jalons. Un deuxième temps a vu le développement des libertés individuelles dont un exemple récent est la légalisation du mariage pour tous en 2013 sous le mandat de François Hollande. Quant au développement et renforcement des libertés en tant qu'il s'agit d'un phénomène caractéristique des sociétés démocratiques, il faut ici signaler le processus de «fondamentalisation» des droits.

Concours : Premier concours

Epreuve : Composition portant sur une question posée aujourd'hui à la société française

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



qui voit les libertés non plus être garanties d'abord par la loi mais par des textes fondamentaux, constitutionnels et conventionnels. À cet égard, il faut citer l'arrêt de la Cour de cassation du 4 décembre 2013, par lequel la cour régebatrice se fonde sur la protection de la vie privée protégée par la CEDH afin de valider le mariage d'une femme et de sa femme père.

B/. la démocratie capotée au lent motif de la crise

La première et la plus évidente crise de la démocratie est celle de sa dimension politique, dont le meilleur exemple est la crise de l'institution électorale. Pensée au XVIII^e siècle comme l'autel de la souveraineté définissant le citoyen, objet de conquêtes, le vote se signale aujourd'hui par la désaffection qu'il suscite. Suffrage après suffrage, les taux d'abstention demeurent élevés et il aura fallu attendre l'élection européenne de mai 2019 pour que la participation enregistre le "record" de dépasser les 50%. Ainsi, les politologues Céline BRACONNIER, et Jean-Yves DORHAGEN font le constat d'une "Démocratie de l'abstention", selon le titre de leur ouvrage qui décrypte les ressorts d'une désertion électorale qui frappe d'abord les milieux populaires où la "norme participationniste" est de faible intensité due fait de la déception politique.

N°

5/11

La crise politique de la démocratie s'incarne avec force aujourd'hui dans l'émergence et l'accession au pouvoir de mouvements populistes. Si, ainsi que le pointe Pierre-Arthur TROUVET dans l'illusion populiste il s'agit d'un phénomène complexe à définir et à circonscrire tant il s'en trouve à tous bords de l'échiquier politique (Emmanuel MACRON lui-même ne revendiquait-il pas une volonté de se débarrasser des élites politiques traditionnelles?), il se caractérise d'abord par une méthode : Cette méthode est celle d'un leader qui prétend incarner le "vrai" peuple c'est-à-dire des élites supposées corumpues. Or, il faut souligner ici qu'il y a autant de populismes que de définitions du peuple : s'agit-il de la plèbe incarnée par un meneur proche des classes populaires (Evita PERÓN en Argentine) ou bien d'une race ethnique (« ethnies ») du peuple qu'incarnent volontiers H. SALVINI ou V. COLOSIMO. En définitive, ces mouvements sont le signe d'une crise de la représentation, accusée d'être un « miroir brisé » (Pierre ROSANVATON) ne sachant prendre en compte les besoins du peuple et détournant le système politique au profit d'une minorité.

Puisque la démocratie est une forme de société bien d'avantage qu'une simple organisation juridico-politique, il faut souligner les conséquences de la crise économique de 2008 et, plus largement, de la question de l'inégale répartition des richesses en société démocratique. En effet, une société dont le projet est l'égalité ne peut se satisfaire de l'inégalité économique réelle entre les citoyens, ou bien, pour reprendre la célèbre maxime des droits de l'homme formulée par l'auteur du Capital, il ne peut être satisfaisant que les droits formels (l'égalité proclamée par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789) ne se traduisent pas en droits réels.

On, faut est de constater que, depuis les années 1980, la part de la valeur ajoutée revenant au travail a reculé de dix points par rapport à celle captée par le Capital. C'est là le constat formalisé par Thomas PIRETTY dans Le Capital au XXI^e siècle : les rendements du capital étant supérieurs à la croissance, la circulation de la richesse n'est pas assurée.

Ainsi, la démocratie doit se comprendre comme un projet politique autant qu'un type de société dont l'horizon indépassable est la poursuite de la réalisation de l'égalité. Or, la démocratie est rejetée par des mouvements menant de l'ampleur, bousculée dans les urnes, et n'a su endiguer la hausse des inégalités ces dernières années. Comment l'expliquer et comment remédier à cette crise ?

II L'impératif approfondissement du projet démocratique face à la crise

« Il faut toujours dire ce que l'on voit, surtout, ce qui est plus difficile, il faut toujours voir ce que l'on voit ».

Cette sentence de Charles PEGUY (Notre jeunesse) alerte sur la nécessité de poser le bon diagnostic quant aux raisons profondes de la crise démocratique, qui tiennent certainement aux dynamiques propres de la démocratie (A). Il est plus que jamais nécessaire d'approfondir le projet démocratique afin de répondre à la crise (B).

A/ - la démocratie est porteuse de vices inhérents.

La crise de l'outil représentatif qu'est le vote doit-elle s'analyser comme une perversion par des élites supposées servir leur propre intérêt ? Ou bien comme un vice de conception même de l'outil ? C'est cette seconde option que retient Bernard HANVIN dans

les principes du régime représentatif. En effet, il affirme que l'élection renvoie forcément à un principe aristocratique et non démocratique puisqu'il s'agit d'élire une personne. Or, la situation électorale favorise les personnalités qui se distinguent des autres (c'est la « dynamique d'une situation de choix ») et éventuellement possèdent les moyens nécessaires à la mise en œuvre d'une campagne de communication. Ainsi, la démocratie ne serait pas tant captée à son profit par une classe possédante capable de détourner l'élection (ainsi que le sentent par exemple Juan BRANCO dans le récent Crepuscule) mais son utilité phare serait pour lui-même paternel d'une situation de déséquilibre.

La démocratie n'est plus portée par un projet fédérateur et structurant qui donne du sens à l'action politique et soit susceptible de créer un cadre de référence commun. C'est là la thèse de Marcel GAUCHET dans La Démocratie contre elle-même. En effet, les ~~XIX~~ et ~~XX~~ siècles ont vu nos sociétés portées par l'afirmation de grands projets visant à créer un "autre monde" dont devait accoucher la révolution. Pour d'autres, à l'image des contre-révolutionnaires comme Joseph de MAISTRE ou Edmund BURKE, c'était la tradition qui constituait la référence de l'action politique. Or, la démocratie se trouve aujourd'hui privée non seulement d'ennemi qui lui donne un sens, un combat, et ce depuis la chute du mur de Berlin en 1989, mais également de projet politique porteur d'inspiration collective. Seuls restent les défis de l'homme, qui permettent de constater indéfiniment l'insuffisance des principes et de la réalité mais ne sauraient, en tant que tel, constituer l'horizon d'une action de transformation politique de la société.

Concours : Premier concours

Epreuve : CNC

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



La démocratie s'est forgée dans son espace d'expression naturel : l'État-nation, qui domine l'organisation politique du monde depuis le traité de Westphalie. En effet, ainsi que le sentait Pierre MANENT dans son Cours familière de philosophie politique, l'État-nation est l'espace idéal de la démocratie en ce que celle-ci suppose la réunion d'une communauté partageant un affect commun et une volonté de se projeter collectivement dans l'action politique. Cela renvoie à la formule d'Ernest Renan, pour qui la nation est un "plébiscite de tous les jours". En définitive, le « pouvoir du peuple » suppose de définir et de délimiter l'espace de la souveraineté, non pas de façon ethnique, mais bien de façon politique. Or, force est de constater que l'affaiblissement de la nation n'est pas sans conséquence sur la démocratie. La meilleure preuve est la défiance de plus en plus grande des citoyens européens à l'égard d'une Union européenne jugée technocratique, qui a culminé à l'été 2016 avec le référendum sur le BREXIT.

B/_ Achever le projet démocratique par en
restaurer la légitimité.

Face à l'exigence de « décentrement » de la démocratie par renouveau l'expression de Pierre ROCHAS (la démocratie rachasienne), il est nécessaire de mettre de nouveaux outils démocratiques de

N°

9.1.11

participation des citoyens - Trois axes peuvent être poursuivis à cette fin. D'abord, le renforcement de la démocratie directe par l'assouplissement des conditions du référendum d'initiative partagée, qui doit néanmoins conserver son caractère parlementaire afin de ne pas opposer les deux souverainetés. Plus largement, la démocratie directe pourrait trouver une expression grâce aux technologies numériques. À cet égard, il faut citer l'exemple de l'Estonie qui inspire aujourd'hui l'Europe grâce à son projet de République numérique. Enfin, un nouvel acte de décentralisation devrait permettre de rapprocher la décision des territoires. Pourquoi ne pas donner une compétence législative à certaines collectivités sur certains sujets particuliers ?

Le renforcement de la démocratie doit également passer par le marché économique, qui cristallise les tensions. Comme le proclamait Jean SAUREL, "le grand révolutionnaire a libéré les hommes dans la cité mais les a laissés seuls dans l'entreprise". De ce point de vue, il faut souligner l'importance de la démocratie sociale dans l'histoire politique de notre pays (printemps 1936, accords de Grenelle après mai 1968...). Une étape démocratique pourrait être franchie en renforçant la participation des salariés aux conseils d'administration des entreprises et en développant leur intéressement. Il s'agit, du reste, de pistes évoquées par le rapport de Nicolas VOTH et Jean Dominique SENARD qui a inspiré la récente aventure de l'objet social de l'entreprise par la loi dite PACTE portée par Bruno LEMERLE.

Enfin, la réponse à la crise démocratique ne saurait se faire sans l'Union européenne qui doit être aujourd'hui l'échelle privilégiée de réponse pour tout sujet d'importance. Or, il faut reconnaître

renforcer la légitimité des institutions européennes
et renforcer le sentiment de citoyenneté européenne.
À cette fin, il semble indispensable de revoir les traités,
notamment celui de Lisbonne, perçus par beaucoup comme
le signe de la décadence institutionnelle et de l'Union européenne.
À cet égard, les effets du président MACKROU ne créent
d'un budget de l'eurozone défectueux signalés car il s'agit
de d'une ambition nécessaire au renforcement de la
capacité d'action de l'Union européenne au service des
citoyens.

Ainsi, la démocratie est un projet, un horizon
devenu indispensable, du moins en tant que point
de référence, ainsi que le souligne Francis FUKUYAMA
dans La fin de l'histoire - Or, tant dans sa dimension
de système politique que de type de société, la
démocratie est confrontée à l'insatisfaction de
ses promesses, à l'inadéquation entre ses principes
fondamentaux et la réalité. C'est ainsi que doivent
se comprendre les crises qu'elle traverse
actuellement - Plus encore, la démocratie pâtit
en elle-même certaines contradictions. Il faut
donc renforcer, approfondir le projet démocratique afin
d'en restaurer la légitimité auprès des populations.

La crise de la démocratie doit par ailleurs être
mise en correspondance avec celle de la République,
elle aussi confrontée au problème d'une crise quant à
sa capacité à préserver un consensus unifiant la
société.

N°

12/...